

La grande décade

Les luttes de classes en Bolivie¹

Février 1952

Après la guerre du Chaco

Subissant toujours la mainmise de l'impérialisme, la Bolivie avait été contrainte d'entrer en guerre contre le Paraguay pour défendre les intérêts de la *Standard Oil* menacés par la *Royal Dutch Shell* qui s'était établie au Paraguay. Ce fut à ce moment que l'intelligentsia, influencée par le marxisme, s'efforça de montrer aux masses une voie révolutionnaire : « Œuvrer dans l'immédiat et par tous les moyens, à la liquidation de la guerre, pour rétablir la paix et abattre les gouvernements féodaux de Bolivie et du Paraguay qui font passer les intérêts des compagnies pétrolières avant ceux de leurs peuples respectifs » (Extrait du programme du groupe Tupac Amaru).

La crise mondiale de 1929-1932 ayant poussé la petite-bourgeoisie de ce continent à paraître sur la scène politique, marqua le point de départ de la montée révolutionnaire des masses, processus qui se trouva interrompu par la guerre avec le Paraguay. Ces deux événements accélérèrent pourtant le regroupement des intellectuels petits-bourgeois radicalisés dans nombre de cercles de « gauche ». Le « génie » gouvernemental de [Salamanca](#) trouvait dans la campagne belliciste la réponse à la crise sociale sans précédent qui secouait le pays.

La guerre du Chaco termina une étape historique : celle du règne indiscuté de la féodo-bourgeoisie, des réformes libérales, de la construction des chemins de fer, du boom dans le commerce, d'essor éclair de mines en exploitation, mais aussi celle des révoltes ouvrières inorganisées et noyées dans le sang. Une autre étape commençait : celle où s'avéreraient la décomposition et le déclin définitif des classes dominantes, tandis qu'une série de gouvernements militaires petits bourgeois allaient se succéder et que le prolétariat bolivien entamerait la lutte politique et organiserait, à la suite de la banqueroute du centrisme et du réformisme, son propre parti (le [Parti Ouvrier Révolutionnaire](#)) pour la destruction du capitalisme. Le fait le plus saillant de cette étape est représenté par l'organisation indépendante du parti politique du prolétariat, celui-ci ayant été auparavant un appendice des mouvements de la bourgeoisie, puis de ceux de la petite bourgeoisie. Toutefois, les origines du P.O.R. datent de la crise de la période de pré-guerre, elles sont liées à la lutte contre le massacre mondial organisé par l'impérialisme, et aux grandioses batailles engagées à la fin du conflit par les masses exploitées.

Les gouvernements militaires petits-bourgeois

La petite bourgeoisie parvint à structurer ses formations politiques après que le prolétariat eut organisé les siennes. En réalité, elle fut aidée dans cette tâche par les gouvernements militaires, qui avaient besoin d'un soutien politique. Quant au P.O.R., il existait depuis 1934.

Si on considère le poids numérique de la petite bourgeoisie bolivienne, on peut dire que la Bolivie est un pays petit-bourgeois par sa composition sociale. Cette classe, oscillant entre la féodo-bourgeoisie et le prolétariat, est composée à son tour de plusieurs couches sociales : artisans, petits propriétaires, petits commerçants, usuriers, etc. C'est une classe héritée du passé, dont l'artisanat et une grande partie des paysans constituent le gros de ses effectifs. D'autre part, la pénétration impérialiste dans le pays a donné naissance à de nouvelles couches sociales qui ont une énorme importance au sein de la bourgeoisie citadine : techniciens, fonctionnaires d'Etat, professions libérales, intelligentsia, etc. Par-dessus leurs divergences, l'impérialisme et la féodo-bourgeoisie indigène ont, pour ainsi dire, scindé la masse petite-bourgeoise en deux secteurs distincts et même antagonistes ; la majorité de cette classe subit les conséquences de l'exploitation féodale, de la mainmise impérialiste, de l'état arriéré du pays, et vit dans des conditions sous-humaines. Le processus de prolétarianisation de cette classe ne va pas de pair avec la croissance de la misère. L'intégration du pays dans le système capitaliste mondial a apporté l'annulation économique de la petite bourgeoisie, donnant, à celle-ci un caractère semi-parasitaire. Au sommet de cette classe, une minorité de privilégiés rend service à l'impérialisme et à la classe dominante indigène. L'intelligentsia, qui, tardivement, en 1930, réalisa la « réforme universitaire » — « réforme » qui exprimait un aspect particulier de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat pour gagner les classes moyennes — acquit une énorme importance dans l'histoire du pays. Cette intelligentsia est en grande partie un produit de la dislocation des couches dominantes, elle croit jouer un rôle social indépendant par suite de la banqueroute de l'Université et des professions libérales qui représentaient pour elle un obstacle à son développement, et elle est avide d'idées révolutionnaires.

Or, la petite bourgeoisie est incapable de développer une politique indépendante. Même si, poussée par la pression

¹ Source : numéro 58 et 59 de [Quatrième Internationale](#), (Volume 10, n° 2-4 et 5-10) février-avril et octobre 1952.

des masses, elle arrivait à élaborer un programme de libération nationale et de réforme agraire, même si elle se mettait à la tête d'un mouvement national révolutionnaire, elle ne pourrait pas aller loin. A une étape déterminée de la lutte, elle se joindrait à la féodo-bourgeoisie et à l'impérialisme pour écraser les masses dont la révolte met en danger le régime de la propriété privée.

Par ailleurs, la faiblesse politique de la petite bourgeoisie bolivienne est montrée par le fait que celle-ci a eu toujours besoin du soutien des camarillas militaires pour arriver au pouvoir.

En 1936, Toro forma son gouvernement « socialiste » qui était une conséquence directe de la situation créée par la guerre du Chaco. S'engageant avec hardiesse dans une voie anti-impérialiste, il nationalisa les concessions pétrolières dévolues à la Standard Oil, mais il capitula bientôt devant les yankees. Abandonnant ainsi son programme de libération économique, il se mit à assurer l'ordre par des mesures régressives pour mieux faciliter aux propriétaires des mines l'exploitation de celles-ci, et il renonça à son projet concernant le contrôle sur les devises. La trahison de Toro souleva le mécontentement des masses et disloqua l'équipe gouvernementale.

Le gouvernement Busch (1937-1939) venu à la suite du coup d'état contre le gouvernement Toro, s'affubla du titre de restaurateur des idées de libération nationale mises en avant en 1932. Le 7 juin 1939 il obligea les exportateurs à vendre 100 % des devises à la banque centrale. Mais ce président Busch, si audacieux, n'eut point le temps de voir combien illusoires étaient ses mesures concernant la soi-disant libération économique du pays, il tomba assassiné en août 1939.

Ces deux gouvernements avaient nombre de caractéristiques communes en ceci qu'ils avaient mobilisé le prolétariat — tout en le contrôlant — en vue d'exercer une pression sur l'impérialisme pour tirer de celui-ci quelques avantages pouvant stabiliser la situation intérieure et faire face aux menaces toujours constantes de la féodo-bourgeoisie. Mais chaque fois que ces mobilisations ouvrières cherchèrent à se débarrasser de la direction gouvernementale et à emprunter un chemin révolutionnaire, elles furent brutalement réprimées. Pour mieux étrangler le mouvement ouvrier, Toro chercha, et trouva, l'aide de ceux qui aujourd'hui sont à la tête du [P.I.R.](#) Une fois cette besogne accomplie, il n'hésita pas à les pourchasser à leur tour. Quant à Busch, il fut foncièrement anticommuniste et considéra toujours comme un délit toute propagande extrémiste. Aucun de ces deux gouvernements ne toucha à la question de la terre, et ils écrasèrent les soulèvements périodiques des masses. Le trait caractéristique de ces deux gouvernements, c'était qu'ils s'alliaient à des groupes politiques de la petite bourgeoisie.

Pour servir les gouvernements militaires et en tirer des gains substantiels et des privilèges, les politiciens de la petite-bourgeoisie (les Gonzalez, [Baldivieso](#), Tamayo, Saracho, etc.) constituèrent le Parti socialiste, parti qui ne réussit même pas à devenir populaire. Ces gens sont aujourd'hui des agents inconditionnels de l'impérialisme yankee, d'autres qui ont fait leur école politique dans le P.S. passèrent plus tard dans les rangs du [M.N.R.](#) et du P.I.R.

Le gouvernement Villarroel (1943-1946)

C'était aussi un gouvernement militaire allié à un parti de la petite-bourgeoisie : le M.N.R.. Pour respecter la tradition du pays en matière de pronunciamiento, il s'installa au pouvoir par le coup d'état du 23 décembre 1943, et il disparut d'une façon assez tragique.

[Villarroel-Paz Estenssoro](#) arrivaient au pouvoir à un moment où le mécontentement des masses rendait insoutenable la survie du gouvernement réactionnaire [Peñaranda](#). L'agitation ouvrière dont le point culminant fut atteint le 21 décembre 1942 à Catavi ne fut pas complètement enrayée par le massacre de Catavi, mais elle était déjà en recul. Le M.N.R. ne contrôlait alors ni le prolétariat, ni les paysans ni la majorité de la petite bourgeoisie, il n'était connu que comme une équipe de journalistes qui, sous la direction de l'Ambassade allemande et payée par elle, avait mené une large campagne contre l'impérialisme yankee. Du gouvernement, il parvint à contrôler le mouvement ouvrier.

La grève de Catavi fut d'une importance énorme dans le sens qu'elle marqua une des étapes les plus importantes de l'évincement du P.I.R. de la direction du prolétariat. Ce parti, qui était apparu comme le dirigeant indiscuté des exploités parvint, bien que très difficilement, à contrôler les syndicats jusqu'à la fin de 1942. Des éléments piristes avaient réorganisé les syndicats et constitué la C.S.I.E. (Confédération Syndicale des Travailleurs de Bolivie) affiliée à la C.T.A.L. contrôlée par les stalinien.

Sa politique de collaboration de classe, ses attaches avec la féodo-bourgeoisie pendant et après la deuxième guerre mondiale, politique résultant de la pression exercée par le noyau communiste sur la direction du P.I.R., déterminèrent l'isolement de celui-ci des masses. Certes, le Comité de grève avait demandé aide au P.I.R., mais le P.I.R. avait décidé de mater tout mouvement pouvant paralyser les mines ou les chemins de fer ; cette tactique étant, à son avis, la meilleure et la plus efficace façon d'aider la « démocratie » nord-américaine. Cet abandon des masses de la part du P.I.R. fut d'autant plus aisé que le P.I.R. ne comptait pas de cadres capable d'exercer un contrôle effectif.

On a fait état des notes par lesquelles la firme minière Patino imposa au gouvernement le chemin de la répression sanglante. Le P.I.R. collabora à cette politique répressive, mais cela n'empêcha pas qu'il se vit traqué à son tour. La

grève ne parvint pas à se transformer en un mouvement politique, et elle fut impuissante dans son isolement. La seule façon d'éviter une telle issue, c'était d'élargir le mouvement, c'est-à-dire de le pousser au lieu de le freiner, mais les ouvriers furent honteusement trahis par leur direction.

Lors des interpellations parlementaires concernant la grève, le M.N.R. prit l'initiative de l'attaque et capitalisa politiquement l'agitation populaire. Quant au P.I.R., dans un rôle effacé, il se limita à applaudir le M.N.R. L'activité du M.N.R. fut ouvertement stimulée par le ministre Silveti Arze, un de ceux qui avaient organisé le massacre des mineurs, mais qui cherchait à anéantir politiquement le P.I.R. Il faut dire qu'au temps du Front Démocratique Antifasciste, ce même M. Arze déclara s'être trompé en appuyant le M.N.R. contre le P.I.R.

Si on part de la violente campagne anti-yankee menée par le M.N.R. quand il était dans l'opposition, on pourrait dire que le gouvernement Villarroel-Estensoro avait l'intention de prendre des mesures contre l'impérialisme. Or en examinant la politique des précédents gouvernements dans ce domaine, et dont nous avons fait mention plus haut, on peut conclure que le désir du gouvernement Villarroel-Estensoro de lutter contre l'impérialisme n'avait d'autre but que de faire pression sur les U.S.A. pour leur arracher des gains importants pour l'économie nationale et satisfaire les besoins de l'Etat bolivien en détresse. Sa volonté anti-impérialiste, il l'exprima en mobilisant la classe ouvrière, mobilisation par laquelle, disons-le en passant, le gouvernement cherchait en outre à se défendre contre les menaces de la féodo-bourgeoisie. Le bilan de trois années de vie gouvernementale démontre que Villarroel fut moins progressiste que ne l'avaient été ses devanciers Toro et Busch, il ne nationalisa aucune branche de l'économie ni n'obligea les maîtres des mines à vendre 100 % des devises or. La terre restait dans les mains de ses tenanciers, l'expérience démontrait dans ce domaine que les formes du servage, puisqu'elles sont attachées à des formes de propriété données, ne peuvent être modifiées par telle ou telle mesure législative. Seule la réforme des lois sociales parvint à satisfaire quelques exigences de la classe ouvrière. Une des plus importantes — la loi sur la retraite volontaire — fut adoptée par le législatif et acceptée par le président qui disait être « plus ami des pauvres que des riches » et considérait cette loi comme étant opposée aux intérêts des industriels. Enregistrons le fait, assez illustratif de la politique parlementaire du M.N.R., que celui-ci s'opposa au projet du gouvernement concernant l'impôt progressif sur la grande propriété. On avait promis aux masses paysannes de les libérer, mais quand elles se mirent à partager les latifundias, elle furent écrasées par les forces répressives du gouvernement.

L'importante mobilisation ouvrière fut contrôlée de près par le gouvernement. La F.S.T.M.B. (Fédération des mineurs), l'organisation syndicale la plus importante du pays, avait été organisée par le gouvernement au Congrès de Huanuni en 1944, de façon à faire du ministère du Travail la direction politique de la Fédération. Toujours sous les auspices du gouvernement, on constitua aussi l'Union des ouvriers du textile et la Fédération des travailleurs des farines, deux organisations aujourd'hui presque inexistantes. Avant 1943 fonctionnait dans la région de Oruro et dans une partie de Potosi une centrale de mineurs, les syndicats du textile y dépendant d'organisations départementales. Le gouvernement parvint à arracher au P.I.R. le contrôle des masses, la C.S.T.B. perdit toute son importance du début pour devenir une organisation corporative. Seule la Fédération des cheminots, qui avait une tradition organisationnelle et groupait des ouvriers relativement politisés, réussit à échapper au contrôle gouvernemental. Son dirigeant le plus en vue, Noel Carvajal, menait une activité sur deux fronts : au P.I.R. et à la franc-maçonnerie ; il était en réalité un instrument de la réaction.

Ce fut dans ces conditions que le gouvernement Villarroel acquit une popularité comparable à celle du gouvernement [Belzu](#) qui avait aussi mobilisé les artisans et des populations autochtones contre les seigneurs fonciers. En s'organisant et en luttant autour du gouvernement Villarroel, les masses croyaient lutter pour leur propre libération, pour leur bien-être. Au départ, elles croyaient que ce gouvernement était le « leur » et qu'il allait se charger de satisfaire leurs aspirations en luttant contre le patronat. Mais l'expérience éveilla bientôt dans les masses un esprit critique à l'égard des limitations du programme « progressiste » gouvernemental. Leurs revendications devenaient de plus en plus nombreuses et elles étaient exigées d'une manière ultimative. La mobilisation des masses créa par sa propre dynamique les prémisses d'une opposition à la politique représentée par Villarroel. Un regroupement révolutionnaire des exploités s'ensuivit dont le mot d'ordre central était la nationalisation, sans indemnité, des mines, ce qui signifiait un défi à l'égard du gouvernement qui avait montré toute son impuissance à réaliser son programme dit de libération nationale. Ce processus de radicalisation commença au sein des minorités les plus politisées et embrassa plus tard de larges couches politiquement arriérées. Ce serait tomber dans le schématisme que de dire que le prolétariat avait à ce moment définitivement divorcé du gouvernement. La conscience des masses — quand la révolution ne s'est pas encore mise en marche — ne se décante qu'à travers un processus lent, complexe, nullement rectiligne. En tout cas, il devenait de plus en plus évident que le prolétariat bolivien se séparait de plus en plus de l'orientation donnée par le gouvernement pour emprunter des voies révolutionnaires. Si ces développements n'avaient pas été arrêtés par les événements de juillet 1946, il est certain que la poussée révolutionnaire des masses exploitées aurait balayé le gouvernement Villarroel. La réponse de celui-ci au nouvel état de choses fut la répression contre les éléments révolutionnaires les plus avancés. La répression atteignit même le M.N.R., nombre de militants qui avaient animé l'organisation paysanne « Bolindia » furent déportés dans l'Est.

Pourquoi le gouvernement Villarroel-Paz Estensoro ne put-il pas réaliser des tâches anti-impérialistes comparables à celles que les autres gouvernements militaires petits-bourgeois avaient accomplies ? Nous avons déjà dit que ce

gouvernement ne manquait pas de bons désirs. Seulement, il était organiquement incapable de les réaliser. L'impérialisme yankee avait exercé une si forte pression sur le nouveau régime instauré par le mouvement du M.N.R. qu'il l'obligea à capituler dès le début. Les U.S.A. ne reconnurent le nouveau gouvernement qu'après que celui-ci eût accepté les conditions les plus humiliantes. C'est ainsi qu'il fut obligé de chasser de l'équipe gouvernementale les hommes qui avaient mené une campagne anti-yankee et pro nazie, tels [Carlos Montenegro](#), éminence grise du M.N.R., [Augusto Céspedes](#), etc.) tandis que Mr. [Avra Warren](#), envoyé par le Département d'Etat, était autorisé à enquêter sur la sauvegarde des capitaux investis. Le gouvernement, mis en difficulté par la pression que Wall Street exerçait sur lui, se vit dans l'impossibilité de dresser contre l'impérialisme la puissance que lui accordait le soutien ouvrier. Le maintien de l'ordre, le respect de la propriété, la sauvegarde des profits capitalistes, tels furent les piliers sur lesquels ce gouvernement établit sa propre existence. Cependant, veillant toujours à conserver autant que possible le soutien des masses travailleuses, il se vit obligé de faire quelques concessions portant sur une amélioration des conditions de vie et de travail ainsi que sur une participation des masses à la vie politique du pays en leur accordant en outre des libertés syndicales. Bien que les réformes sociales décidées par le gouvernement Villarroel n'eussent rien d'extraordinaire, elles ne manquèrent pas de soulever des heurts entre lui et le patronat, heurts qu'il exploita pour accentuer son soi-disant ouvriérisme. L'anti-impérialisme du M.N. R. était déjà chose appartenant à l'histoire. Son journal *La Calle* (La Rue), autour duquel s'organisa ce parti, devait sa popularité à la campagne qu'il avait menée pendant la deuxième guerre mondiale contre l'impérialisme américain. Les intellectuels petits-bourgeois espéraient que la victoire de l'impérialisme allemand aiderait à chasser les maîtres yankees de l'Amérique latine. Mais ceux-ci l'ayant emporté, les « anti-impérialistes » enragés se mirent à pied d'œuvre pour effacer leur passé et gagner la sympathie des yankees qui, cependant, n'oublient pas les velléités anti-impérialistes de ces gens à leur égard.

L'expérience du gouvernement Villarroel a montré que la petite bourgeoisie n'est pas capable de réaliser des tâches démocratiques-bourgeoises telles que la libération nationale vis-à-vis de l'impérialisme, la destruction de la grande propriété foncière et la réalisation de l'unité nationale. De leur côté, les gouvernements précédents avaient par leur politique révélé que même si de tels gouvernements entamaient la réalisation d'un tel programme, ils l'abandonnaient à un certain moment, car ils ne pouvaient pas l'accomplir entièrement. Ajoutons qu'ils ont réprimé le mouvement ouvrier chaque fois que celui-ci a essayé de se passer de leur direction ; dans cette répression ils se sont alliés à la réaction car, en fin de compte, la mobilisation ouvrière se tournait contre le régime de la propriété privée. Une deuxième leçon à tirer de toute cette expérience, c'est que les masses, même quand elles sont mobilisées par des gouvernements ou des partis petits-bourgeois, sont amenées, par la dynamique de leur mobilisation, à dépasser ces directions, à mettre en avant leurs propres revendications de classe et à se libérer de toute oppression. Mais si une puissante avant-garde révolutionnaire n'arrive pas à prendre la direction des masses mobilisées, elles sont toujours vaincues par l'ennemi de classe.

L'inlassable campagne de l'impérialisme américain contre le gouvernement Villarroel, couronnée par le renversement de ce dernier en juillet 1946, n'était pas déterminée par le danger que ce gouvernement, en tant que tel, pouvait représenter pour les U.S.A. Certes, ceux-ci n'écartaient pas la possibilité de voir revenir le M.N.R. à son attitude anti-yankee dans le cas d'un changement éventuel de la situation internationale, mais la véritable raison de leur attaque contre le gouvernement Villarroel était ailleurs. Washington s'aperçut vite que la démagogie de ce gouvernement à l'égard du prolétariat bolivien comportait potentiellement un énorme danger pour la société capitaliste. En effet, au fur et à mesure que la mobilisation des masses s'élargissait et s'approfondissait, les chances du gouvernement de la contrôler diminuaient, ouvrant en même temps aux masses la perspective de réaliser, sous une direction révolutionnaire, la libération nationale.

Pour la première fois dans l'histoire de la Bolivie, le prolétariat s'efforça courageusement de dépasser la direction petite-bourgeoise et de regrouper autour d'un programme anticapitaliste ; pour la première fois aussi il y eut une poussée à gauche sous le mot d'ordre anti-impérialiste de nationalisation des mines. Dans leur offensive contre le gouvernement Villarroel, les yankees étaient beaucoup plus préoccupés du danger d'être éventuellement chassés du pays par les masses boliviennes que des mesures de réforme sociale prises par celui-ci ; ils pensaient qu'en détruisant le régime instauré par Villarroel, ils écarteraient en même temps le danger d'une révolution prolétarienne qui se profilait déjà à l'horizon. Wall Street songeait à exécuter sur les dalles de la Plaza Murillo et Villarroel et le mouvement ouvrier.

Le gouvernement Villarroel, essentiellement petit bourgeois, prenait un caractère bonapartiste en se plaçant à égale distance du prolétariat et de l'impérialisme. Son histoire, c'est l'histoire de ses efforts pour chercher un soutien des masses en vue de résister à la pression des U.S.A., et de l'utilisation dans une certaine mesure de la terreur policière et militaire à l'égard du secteur le plus avancé du prolétariat, c'est-à-dire de l'opposition révolutionnaire. Gouvernement de transition, il était aux prises avec des contradictions découlant de ses manœuvres envers l'un et l'autre camp.

Le troisième congrès des mineurs (1946)

La sourde opposition des ouvriers au gouvernement Villarroel qui s'avérait incapable de satisfaire leurs aspirations et de lutter contre l'exploitation du patronat ouvrier, s'exprima publiquement et d'une façon cohérente au troisième Congrès des mineurs tenu en mars 1946 à Catavi. C'était une opposition dirigée aussi bien contre le P.I.R., allié à la

féodo-bourgeoisie et à l'impérialisme, que contre le régime capitaliste ; elle n'avait rien à voir avec la réaction oligarchique.

Vers la fin du gouvernement Villarroel, commença la montée révolutionnaire des masses et elle aboutit, à travers de multiples péripéties, à la tenue du Congrès des Mineurs à Pulacayo (1946). La IV^e Conférence du P.O.R. avait déjà constaté le gauchissement des masses. A Catavi, les mineurs surprenaient la presse pro-impérialiste en rompant avec la tutelle des directions officielles et en faisant prévaloir leurs propres buts, bien éloignés d'ailleurs de ceux du M.N.R. Le syndicalisme « officiel » se décomposait. Les revendications approuvées à Catavi étaient : Face à « l'unité nationale » avec les féodo-bourgeois préconisée par le P.I.R., unité de la classe ouvrière ; contrôle ouvrier des mines, échelle mobile des salaires et des heures de travail, formation de milices ouvrières, etc. Ce fut alors que le gouvernement déclina les forces répressives contre l'aile révolutionnaire qui commençait à prendre corps au sein des rangs prolétariens.

De son côté, la Patino congédia massivement les mineurs à Huanuni. Les syndicats y répondirent en demandant des indemnités à partir de la date de l'embauche, conformément à la loi adoptée par le gouvernement. Devant le refus formel de la Patino, le gouvernement eut à verser aux ouvriers congédiés quelque 6 millions de bolivianos.

Le 3^e Congrès des mineurs marqua d'autre part le divorce total du P.I.R. d'avec le prolétariat. Les pro-staliniens réglèrent la lourde artillerie de leur propagande contre le Congrès ; serviles à l'égard du gouvernement, ils envoyèrent à Catavi leurs troupes d'agitateurs pour reprendre la thèse selon laquelle les masses minières étaient tout simplement des fascistes.

La petite bourgeoisie stalinisante (le P.I.R.)

Au lendemain du coup d'Etat de 1943, le P.I.R. tâcha d'arriver au pouvoir par la porte cochère en offrant ses services au gouvernement sous prétexte que la révolution démocratique-bourgeoise venait de commencer. Voyant que ses services n'étaient pas acceptés, la petite bourgeoisie stalinisante chercha alors l'alliance avec les partis liés à la féodo-bourgeoisie : Parti Libéral, Parti Socialiste Unifié, Parti des Républicains Socialistes, tous intéressés à renverser Villarroel pour mettre un terme au mouvement des masses qui devenait de plus en plus menaçant. C'est ainsi que le P.I.R. fut utilisé par la réaction pour diviser et détruire les rangs ouvriers. En 1944, [J.A. Arze](#) organisa l'Union Démocratique Bolivienne devenue l'année suivante le Front Démocratique Antifasciste, avec le soutien de la C.S.T.E. et de la Fédération Universitaire contrôlées par le P.I.R., et l'Union Démocratique des Femmes, Le Front Démocratique Antifasciste fut l'axe de la conspiration des féodo-bourgeois et des impérialistes contre le gouvernement Villarroel. Deux mouvements s'affrontèrent à cette étape : l'un représenté par l'opposition révolutionnaire dirigée par les éléments les plus avancés du prolétariat ; l'autre représenté par l'opposition de droite dirigée par l'impérialisme, au sein de laquelle la petite bourgeoisie stalinisante jouait le rôle de franc-tireur. La campagne réactionnaire se coiffa du mot d'ordre d' « unité nationale ».

Le gouvernement Villarroel-Paz Estenssoro se vit pris entre deux feux : d'un côté la conspiration de la droite, de l'autre la pression de plus en plus grande des masses qui cherchaient à dépasser leur direction. Cependant il ne fit rien pour regagner la confiance des exploités au moyen d'un programme qui, avec la nationalisation des mines et des chemins de fer et avec l'expropriation de la terre, se serait acheminé vers la destruction du pouvoir économique aussi bien de l'impérialisme que de la bourgeoisie indigène. Loin de là, par des mesures policières, il chercha à barrer la route à l'opposition révolutionnaire. Quelles autres preuves pourrait-on apporter pour démontrer l'incapacité de la petite bourgeoisie dans une lutte efficace contre l'impérialisme ?

Le soulèvement populaire du 21 juillet 1946

Les classes moyennes et le prolétariat des villes payaient les frais de la politique de gaspillage du gouvernement et du boycott économique de l'impérialisme et de la féodo-bourgeoisie. La chute de Villarroel fut précédée d'une vague de grèves à La Paz pour une augmentation des salaires, tandis que dans les bassins miniers se multipliaient les conflits entre les ouvriers et le patronat. Le 8 juillet 1946, les instituteurs, soutenus et suivis par les étudiants universitaires, déclenchèrent une grève à l'échelle nationale pour une augmentation de leurs appointements et la restauration de l'autonomie de l'enseignement ; des cheminots se mettaient aussi en grève pour des revendications économiques.

Aucun lien organisationnel n'existait entre ces mouvements dans les villes et ceux qui se déroulaient dans les mines ; les grévistes n'avaient pas de centres à l'échelle nationale qui aurait pu coordonner leurs actions. Il n'en restait pas moins que ces grèves avaient toutes les mêmes sources de mécontentement. La misère des masses augmentait, elles étaient déçues d'un gouvernement « populaire » — déjà en train de cesser de l'être — qui n'apportait pas de satisfaction à leurs besoins.

Dans les villes, le mouvement de la population avait cependant un cachet particulier : il avait été encouragé, puis contrôlé, dès le départ, par la féodo-bourgeoisie et l'impérialisme à travers le P.I.R. Dans ce sens on peut dire à juste titre, comme il a été dit, que « la responsabilité du soulèvement du 21 Juillet revenait aux groupes financiers des États-

Unis ». La « rosca »² utilisa le mécontentement des masses dont la montée révolutionnaire embrassait de plus en plus le pays, comme un levier contre le gouvernement Villarroel — contre ce gouvernement qui ne pouvait satisfaire les aspirations des masses qu'à condition de rompre d'une façon définitive, révolutionnaire, ses attaches avec l'impérialisme et le féodalisme.

Le Quartier Général de la conspiration était à l'Université de La Paz (des éléments du M.N.R., incapables de voir plus loin, eurent le tort de lapider l'Université et de fusiller ses professeurs). Le cerveau dirigeant de la conspiration était le directeur de l'Université H. Ormachea Zalles, réactionnaire connu, Grand-Maître de la franc-maçonnerie, agissant en liaison avec l'Ambassade nord-américaine. bien que le rôle de Zalles fût connu de tous, la vie de cet homme ne fut nullement en danger. En réalité, la franc-maçonnerie qui, en Bolivie, représente et défend les intérêts des impérialistes, avait sa cinquième colonne au sein même du gouvernement et à la direction du M.N.R. Ormachea Zalles avait voulu soumettre sous son contrôle son « frère » maçon lui aussi, mais ayant constaté que Villarroel obéissait aux ordres de la loge militaire « Radepa » et était soutenu par la force armée de celle-ci, le clan d'Ormachea décida de renverser Villarroel, organisa toute une série de coups d'Etat et finalement utilisa le mécontentement populaire pour y parvenir.

Avant de jouer la dangereuse carte du soulèvement populaire, l'impérialisme et les partis de droite avaient recours, sans succès, à plusieurs révoltes militaires dont la préparation avait été largement financée par les grandes compagnies minières, A la fin de 1944 se produisit une de ces révoltes, vers le milieu de 1945 en éclatait une autre, le 13 juin 1946 une autre encore. Il s'avérait impossible de renverser par ces moyens le gouvernement Villarroel.

Toute mobilisation de masses comporte un grave danger pour la réaction, car les masses peuvent, par la dynamique même de leur mobilisation, secouer la direction officielle et suivre celle d'un parti révolutionnaire jusqu'à la prise du pouvoir. Songeant toujours à l'éventualité d'un tel danger, les ennemis de Villarroel se souciaient dès le début d'éviter le réveil révolutionnaire des masses en prenant des mesures adéquates. Dans cette tâche contre-révolutionnaire, le P.I.R. rendit des services incomparables. La mobilisation des masses fut organisée dans le cadre des organisations contrôlées par le P.I.R. (Fédération des Instituteurs et Universitaires, Fédération des Cheminots, F.O.S., C.S.T.B., etc.). Les secteurs de la petite bourgeoisie qui adhéraient à la lutte trouvaient donc une organisation déjà préparée à l'avance et contrôlée par la réaction. Le gouvernement Villarroel renversé, les masses menacèrent de poursuivre leur propre chemin et voulurent s'opposer à l'entrée des éléments de la « rosca. » dans le nouveau gouvernement. Mais la réaction était déjà parvenue à ligoter les masses au moyen de Comités tripartites maquignonnés par le P.I.R., elles furent encore plus désorientées quand la nouvelle équipe gouvernementale leur apparut flanquée d'un ministre « ouvrier ».

Le soulèvement du 21 juillet fut un mouvement populaire, mais préparé et dirigé par l'impérialisme et la féodo-bourgeoise. Si un puissant parti révolutionnaire avait existé, il aurait pu faire échec aux manœuvres du P.I.R. et se mettre à la tête des masses en révolte ; le soulèvement serait alors devenu une phase importante de la révolution prolétarienne. Les grands mineurs étaient si sûrs du P.I.R. qu'ils ne s'opposèrent pas à ce que les grèves économiques fussent transformées en grèves politiques, telle la grève générale de la F.O.S. déclenchée à La Paz quelques jours avant le soulèvement.

Guidés par leur instinct de classe, les mineurs dont la mobilisation entraînait déjà dans un processus orienté sur la rupture avec la direction du M.N.R. ne suivirent pas le processus qui s'opérait à La Paz où s'était révélé le divorce total entre le prolétariat et le gouvernement. Sitôt celui-ci renversé, les mineurs craignirent le retour de la « rosca » au pouvoir ; oubliant le chemin parcouru, ils se firent plus villarroelistes que jamais, car Villarroel était à leurs yeux le représentant de « leur » révolution. Si les masses minières avaient pu s'émanciper totalement de l'influence gouvernementale, elles se seraient ainsi placées à la tête des exploités qui luttèrent à La Paz, et l'histoire de la Bolivie aurait été autre à partir du 21 juillet.

Pour se défendre contre les attaques venues de la réaction, Villarroel avait mobilisé les masses auprès desquelles il jouissait d'une grande influence. Mais de là il était réclamé par d'autres impératifs, à savoir : satisfaire tout d'abord les revendications économiques de ces masses, ensuite prouver par des actes qu'il était décidé à détruire le régime capitaliste. La « rosca » n'aurait pas réussi à le renverser s'il avait commencé une nouvelle étape, en nationalisant les mines et les chemins de fer. Mais Villarroel ne fit aucun pas dans ce sens, pourtant nécessaire pour se défendre. Il ne le fit pas parce qu'il était convaincu que les masses pousseraient plus loin et s'attaqueraient de front au régime de la propriété privée. Au fond Villarroel craignait plus de sombrer sous le flot révolutionnaire des masses que d'être renversé par la « rosca ». Les derniers jours de son gouvernement furent dominés par le désarroi des sommets dirigeants, la lutte entre le clan militaire et le clan du M.N.R. se solda par l'évincement du M.N.R. des postes ministériels.

De Pulacayo aux élections de 1951

La chute de Villarroel n'arrêta cependant pas la montée révolutionnaire des masses ; au contraire elle la stimula beaucoup et y apporta de nouvelles formes. Cependant — fait d'énorme importance qui allait jouer dans les développements ultérieurs — le processus de différenciation entre les objectifs des masses et le programme

2 Littéralement : l'**anneau**. Cette expression désigne en Bolivie les classes possédantes dans leur ensemble, liées par des intérêts communs. (N.D.T.).

gouvernemental s'arrêta court aussitôt commencé. Les masses continuaient à voir dans le gouvernement Villaroel un gouvernement révolutionnaire, identifié au programme de la révolution prolétarienne. Cette confusion, alimentée encore par les mesures répressives contre le M.N.R., n'a pas disparu complètement jusqu'à présent.

D'un seul bond, les mineurs s'étaient placés au premier rang des masses révolutionnaires boliviennes, tandis que dans les villes le prolétariat faisait des efforts pour briser le carcan des Comités tripartites contrôlés par une direction petite-bourgeoise. Le gros des masses parvint à établir une liaison avec la Fédération des Mineurs et se montra décidé à suivre sa direction. Ces événements grandioses se produisaient dans une situation où l'avant-garde révolutionnaire était encore faible. C'est ainsi qu'une organisation syndicale — la Fédération de Mineurs — eut à assumer des tâches propres à un parti révolutionnaire.

La montée révolutionnaire atteignit le point culminant au Congrès des mineurs tenu à Pulacayo en novembre 1946, Congrès convoqué extraordinairement pour fixer l'orientation de la Fédération. A cette époque on vivait en plein air révolutionnaire : les mineurs s'attaquaient au patronat et à « leur » gouvernement qui battait en retraite devant lui, faisaient prévaloir leurs demandes, avaient une confiance absolue dans leur force et leur organisation ; ils se considéraient plus forts que ne l'était la réaction, ils étaient sûrs de réaliser tout, même la révolution.

Les « Thèses de Pulacayo », adoptées à l'unanimité constituaient un programme de révolution prolétarienne, autour duquel les ouvriers de toute la Bolivie commencèrent à se regrouper. L'écho que ce programme trouva parmi les masses, son pouvoir d'attraction montraient qu'il s'accordait avec les nécessités de la lutte. Cependant les « Thèses de Pulacayo » étaient imprécises en ce qui concernait la caractérisation de la situation et, bien que contenant la formulation des tâches dont la réalisation devait nécessairement poser la lutte pour la prise du pouvoir, les Thèses ne faisaient pas état de la tâche essentielle à savoir : se préparer pour la prise du pouvoir. En réalité on parlait de l'idée que la situation révolutionnaire se prolongerait encore beaucoup. Les critiques formulées par le P.O.R. aux « Thèses de Pulacayo » ont déjà montré que toute imprécision sur les tâches à accomplir se transforme en un obstacle insurmontable pour les masses en mouvement et devient un mur qui refoule la vague révolutionnaire, provoquant ainsi le recul des masses.

En dépit du désarroi général, l'isolement du prolétariat des villes et des ouvriers des mines fut en partie évité. Cependant il y avait encore deux obstacles à surmonter : celui représenté par le P.I.R, suivant l'inspiration des magnats des mines et celui représenté par l'absence d'une centrale ouvrière, dont la construction, malgré les efforts déployés à cet effet, rencontrait des difficultés, surtout parce que la question était abordée avec du retard.

Le Congrès tenu à Pulacayo avait décidé que les conflits surgissant des tentatives du patronat de fermer les mines à San José et Oplaca, devaient être réglés par l'occupation de celles-ci par les mineurs. Le congrès escomptait qu'une telle occupation serait un stimulant pour l'action des ouvriers du reste du pays et que le différend avec le patronat se transformerait ainsi en une lutte pour le pouvoir. Incontestablement les thèses de Pulacayo avaient été saluées par les masses ouvrières et même par de larges couches de la petite bourgeoisie (instituteurs, universitaires), qui se montraient prêtes à suivre les décisions et les consignes du congrès.

Cependant les événements boliviens prouvèrent d'une façon tragique que la direction était en retard et suivait de loin le processus rapide des modifications qui se produisent dans la conscience révolutionnaire des masses. En effet, les ouvriers étaient sur le pied de guerre et, dépassant même les initiatives de leurs dirigeants, organisaient et armaient leurs propres cadres en vue des prochaines batailles qu'ils attendaient déjà. Les magnats des mines avaient eux aussi conscience du moment dans lequel on vivait. Pris de panique devant la montée ouvrière, ils étaient prêts à s'incliner devant les revendications des travailleurs tout en observant attentivement aussi bien l'attitude de la Fédération des mineurs que celle du P.O.R. Entre temps, les travailleurs dépensaient leurs énergies dans des escarmouches isolées. Quand le conflit fut à son point le plus culminant, les dirigeants syndicaux, suffoqués par les énormes tâches qui étaient devant eux, loin d'exécuter le mandat qu'ils avaient reçu, reculèrent ; ils donnèrent l'ordre de reprendre le travail et accordèrent un nouveau délai au patronat tandis qu'ils engageaient des pourparlers avec le gouvernement. Les conséquences en furent désastreuses, car ce qui était en question n'était pas simplement un conflit local, mais l'avenir du prolétariat et du mouvement révolutionnaire. L'impérialisme et la féodo-bourgeoisie se rendirent alors compte qu'ils avaient surestimé la capacité révolutionnaire de la direction ouvrière. Saisissant la trêve qu'on leur accordait, ils passèrent de la défense à l'attaque, faisant ainsi reculer la classe travailleuse. Ce reflux commença déjà à San José et Oplaca pour se solder par le massacre de Catavi en 1949. Le Congrès des mineurs tenu à Colquiri en 1947 constata l'ampleur de ce reflux et décida d'adopter toute une série de mesures de type défensif. Ce fut dans ces conditions que le prolétariat bolivien essuya la plus grande de ses défaites, à savoir la liquidation totale des ouvriers de la Patino (à Catavi-Llallagua, décembre 1947) commandée par le ministre piriste A. Mendizabal.

Le président [Hertzog](#), dont la candidature fut soutenue financièrement par la Patino, fut chargé d'anéantir le mouvement ouvrier. Dans ce plan, on compte la répression à Catavi où le secteur le plus vigoureux de la Fédération des mineurs fut détruit, bien que momentanément. Les gouvernants escomptaient parvenir à la réalisation de leur plan au moyen d'une campagne pour discréditer les cadres syndicaux, dans le but de diviser les forces ouvrières. Hertzog avait déclaré à la presse que son gouvernement ne se salirait pas les mains du sang ouvrier.

Mais les efforts du prolétariat pour remonter la pente, dont la réorganisation du syndicat de Catavi-Llallagua était une preuve, firent comprendre au patronat des mines que les méthodes de division employées par lui s'avéraient

insuffisantes. Les magnats de l'étain exigèrent du pouvoir exécutif la réalisation d'un plan de répression violente. Le limogeage de Hertzog et son remplacement par Urriolagoitia fut un simple épisode du conflit entre le patronat mineur et le gouvernement sur la question de la destruction violente des syndicats. Dès les premiers indices d'une nouvelle montée révolutionnaire, la réaction jugea nécessaire de noyer celle-ci dans le sang et trouva le prétexte dans le conflit qui opposait les mineurs et le patronat à Catavi sur une augmentation de salaires. En réalité le conflit se situait entre le gouvernement qui voulait faire appliquer ses décisions en l'occurrence, et le patronat qui s'y refusait. La direction syndicale fit de son mieux pour empêcher que les ouvriers fussent entraînés dans la provocation du patronat ou même du gouvernement. Cependant l'arrivée de troupes et de forces policières prouva, comme cela fut dénoncé publiquement par le P.O.R., qu'un massacre était en train de se préparer.

La provocation alla jusqu'à l'arrestation des dirigeants de la Fédération des Mineurs et des militants du P.O.R. connus qui furent exilés. C'est ainsi qu'on élimina les cadres dirigeants qui auraient pu parvenir à éviter le choc entre les forces armées et les ouvriers, exaspérés. Ce jour-là, le 28 mai 1949, les ouvriers répondirent en prenant comme otages quelques employés supérieurs de l'entreprise minière, et le massacre d'environ 2.000 ouvriers commença.

Il se peut que les syndiqués, voyant tomber assassinés leurs frères de classe et détruire leurs locaux de réunions, aient tué les otages. Il se peut aussi que le gouvernement mal informé sur l'agitation qui couvait, n'avait pas pensé à une violente réponse de la part des ouvriers. La Patino avait bien opéré sur les lieux, elle avait préparé et réussi le massacre.

Que les masses se préparaient déjà à une offensive révolutionnaire est démontré par le fait que le massacre du 28 mai poussa le prolétariat à y répondre à l'échelle nationale par une grève générale à caractère politique jamais connue auparavant.

Le fait que les ouvriers aient vu leur direction décapitée et que leurs objectifs n'aient pas été bien arrêtés, détermina la défaite du prolétariat. Par la suite, la répression la plus brutale fut déchaînée. Des milliers de travailleurs furent arrêtés dans tout le pays, envoyés dans des camps de concentration ou exilés, tandis que d'autres étaient emprisonnés. On connut toute la gamme de la répression si caractéristique des pays latino-américains.

Traqués sans répit par les forces de « l'ordre », sans direction et exaspérées, les masses profitaient de la moindre opportunité pour se lancer dans des attaques suicides. Ainsi, pendant la guerre civile de 1949, les ouvriers de Siglo XX, ayant entendu dire que « la révolution avait triomphé », s'attaquèrent aux forces policières et trouvèrent la mort.

A aucun moment le M.N.R. ne chercha la prise du pouvoir par la mobilisation des masses, car il savait qu'une telle mobilisation menacerait les jours de sa présence au pouvoir. La tactique constante de ce parti a consisté à préparer des coups d'état avec l'aide de groupes militaires de la Rapeda³. L'expérience bolivienne a démontré que la prolongation de la lutte entre le gouvernement et les masses insurgées permet à celles-ci d'entrer dans une activité politique. Quand cela arrive, les exploités engagent le combat sous leur propre bannière anti-impérialiste qui, en l'occurrence, n'a rien de commun avec celle du M.N.R. Cela se montra d'une façon générale lors de la guerre civile de 1949, déclenchée par le M.N.R. A cette époque, une série de pronunciamientos militaires se produisit simultanément en plusieurs endroits, sauf à La Paz. L'échec du coup d'Etat à La Paz, la ville principale, fit prolonger la lutte partout ailleurs et gagna de larges couches de la population. A Potosi, à Santa Cruz les éléments les plus avancés du prolétariat et le P.O.R. jouèrent un grand rôle en rééditant et en diffusant l'essentiel des thèses de Pulacayo pour montrer aux masses la voie révolutionnaire. La presse étrangère se hâta d'annoncer l'éclatement d'une grève générale, tout au moins des mineurs, grève possible dans la logique des événements, mais qui n'éclata pas à cause de la politique du M.N.R. qui n'avait à aucun moment envisagé une telle action en vue de la prise révolutionnaire du pouvoir. Les mineurs, pas plus que d'autres secteurs ouvriers ne déclarèrent donc la grève. Quant aux ouvriers du textile et le P.O.R., qui espéraient cette forme de combat, on ne les considéra point comme une force agissante. Cette guerre civile de 1949 avait été préparée et déclenchée par le M.N.R. pour servir seulement ses propres calculs, mais il ne fut pas moins surpris des résultats d'une mobilisation, même limitée, des masses. Les gens du M.N.R. escomptaient que la lutte ne se prolongerait pas, ils misaient sur leur tactique de frapper l'ennemi par surprise. Mais voyant que la marche des événements ne se soumettait pas à leurs plans préétablis, ils se préparèrent à fuir en saccageant préalablement les banques pour empocher l'argent nécessaire. Nulle part, dans aucune des provinces où l'administration était aux mains du M.N.R., celui-ci n'esquissa le moindre programme de transformation sociale. S'il avait, en tant que gouvernement, confisqué la grande propriété, nationalisé la banque, les chemins de fer, etc. il aurait eu derrière lui la grande masse du pays.

Car malgré la façon dont les événements se déroulaient, la lutte avait, par elle-même, remué la conscience révolutionnaire des masses qui s'acheminaient instinctivement vers un programme révolutionnaire, car la semence représentée par les thèses de Pulacayo avait trouvé un terrain favorable dans l'esprit combattif des masses.

Quand la défaite se révéla inévitable, quelques commandos départementaux du M.N.R. invitèrent le P.O.R. à s'y incorporer, comme ce fut le cas à Cochabamba. Le M.N.R. démontra, par cette attitude de dernière heure, à quel point était son désespoir et comment il était intéressé à trouver des alliés sur lesquels il tâcherait par la suite de faire retomber la responsabilité de la défaite. De son côté, le P.O.R., par l'intermédiaire de son Comité Central, décida de lutter coude à

3 Un club d'officiers (note de la MIA).

coude avec le prolétariat et les couches de la petite bourgeoisie engagées ou pouvant s'engager dans le combat. Mais ce fut le prolétariat dans son ensemble qui eut à payer les frais de la défaite du mouvement provoqué par le M.N.R.

Les mineurs qui, de tous les secteurs ouvriers, avaient essayé de reprendre la lutte pendant cette période de répression, finirent par s'épuiser, leurs organisations disparurent. Cependant ce furent encore les mineurs qui, après la guerre civile, commenceront les premiers à se réorganiser et à prendre conscience de leur force. Quant aux ouvriers du textile ils se regroupèrent à nouveau pour passer à l'attaque, mais leur mouvement resta toujours isolé du prolétariat et de la masse en général. La formation du Comité de Coordination — sorte de centrale ouvrière, inexistante lors de la lutte précédente — fut un pas en avant, mais ce Comité était faible du fait que la plupart des organisations syndicales y adhèrent pour la forme, c'est-à-dire sans engager l'ensemble de leur base. L'erreur la plus grave commise par la direction de ce Comité, à caractéristique syndicale, fut d'envisager une lutte préliminaire comme si cela devait être la bataille finale pour la destruction du régime féodo-bourgeois. Entre les ouvriers textiles de La Paz et la grosse majorité du prolétariat et des paysans il y avait un décalage quant au rythme et au degré de mobilisation. C'est pourquoi le mouvement de La Paz resta isolé, ce qui entraîna sa défaite. La reprise de la lutte fut entamée par les instituteurs, ils ne tardèrent pas à capituler faute de résistance pour continuer le combat.

La défaite de la grève de mai 1950 lança la réaction bourgeoise contre le prolétariat. Cependant, un an après, une partie du prolétariat et de la petite bourgeoisie réagit contre la répression gouvernementale et donna au M.N.R. la victoire aux élections présidentielles. Cet exploit des masses se solda plus tard par une défaite, la direction du M.N.R. s'étant refusée, parce que parti « démocratique et légaliste », à reprendre par la force le pouvoir qu'un *pronunciamiento* militaire s'était empressé de lui arracher. Cette capitulation sans lutte du M.N.R. produisit chez les masses un état d'esprit où commençait à pointer le doute sur la capacité du M.N.R. à prendre le pouvoir.

Tous ces événements se déroulèrent dans une période de reflux général qui commença avec le conflit San José-Oploca. Tandis que ce recul ouvrier se produisit, le M.N.R. se redressa, il propagea des idées et des préjugés qui avaient été dépassés pendant l'étape allant du III^e Congrès Mineur de Catavi à la Conférence de Pulacayo. Chaque fois que les masses reprenaient l'action, elles sortaient des limites fixées par le M.N.R. et suivaient l'orientation préconisée par le P.O.R. Mais le fait qu'on n'ait pas tenu compte de la perspective de toute une période historique a déterminé l'identification des aspects préliminaires de la lutte avec une montée révolutionnaire et, par conséquent, la réalisation de tâches qui ne correspondaient pas à la situation, permettant ainsi à la réaction de prendre le dessus et de faire avorter des possibilités révolutionnaires qui, autrement, à travers un processus complet de maturité auraient pu se traduire dans une montée réelle des masses.

La tenue du Congrès des ouvriers du textile, qui ont constitué leur centrale syndicale, la tenue du Congrès des journalistes, la reprise de la lutte de la part des instituteurs, etc., sont autant d'indices démonstratifs qu'une réorganisation de forces s'opère pour passer à un stade supérieur. Or pour éviter que le mouvement se trouve refoulé sur des positions qu'il occupe aujourd'hui, il faut veiller que des batailles prématurées ne soient pas engagées en enlevant ainsi à la « rosca » toute possibilité d'étouffer dans l'œuf la mobilisation ouvrière qui approche.

Le prolétariat de Bolivie est une petite minorité par rapport à l'ensemble de la population dont il représente moins de 10 %. Sa grande mission politique, le rôle qu'il aura à jouer comme dirigeant de la révolution découlent non de ses effectifs mais de la place qu'il occupe dans l'économie du pays, de l'état arriéré de celui-ci et du fait que la féodo-bourgeoisie a périclité en tant que classe. On peut dire que le poids politique du prolétariat bolivien est en raison inverse de son nombre et en raison directe et géométrique de l'impuissance politique de la bourgeoisie et de l'insignifiance du capital national. C'est le capital financier étranger qui occupe une place de premier rang dans le pays et exerce un contrôle indiscutable sur la vie nationale. Mais, en même temps, l'impérialisme a mis à jour et développé un prolétariat qui aura la tâche gigantesque de mettre fin à l'oppression que subit le pays, qui détruira la grande propriété foncière et conduira la société bolivienne au socialisme.

Les masses boliviennes, le prolétariat y compris, ont un bas niveau culturel, l'analphabétisme en Bolivie atteint 80 %. Mais, à la différence des autres classes sociales, le prolétariat bolivien, par ses conditions de vie et de travail, saisit facilement les conclusions révolutionnaires du marxisme qu'il tâche de réaliser dans la lutte. On l'a vu avec les thèses de Pulacayo : les ouvriers n'ont certainement pas tous lu ces thèses, mais aux assemblées syndicales, aux meetings, pendant les grèves, ils ont entendu les agitateurs parler des mots d'ordre adoptés à Pulacayo, et quand les événements posent des questions que les directions officielles sont incapables de résoudre rapidement, alors ce sont les analphabètes eux-mêmes qui font de ces questions le centre de leur combat. Le droit électoral du prolétariat bolivien est réduit à la plus minime expression, la loi ne reconnaissant ce droit ni aux analphabètes ni à ceux qui n'ont pas fait le service militaire. Dans le domaine électoral, le prolétariat est encore handicapé par une loi qui ne tient pas compte en matière de représentation de la densité de la population. Même avec toutes ces restrictions, les ouvriers répondent plus facilement aux appels électoraux des partis révolutionnaires qu'ils ne le font à l'égard de n'importe quel appel à une action directe.

En 1947, le P.O.R. constitua avec la Fédération des Mineurs un bloc de classe : le Bloc Mineur Parlementaire, sur la base du programme adopté à Pulacayo, qui mena sa campagne avec comme orientation l'utilisation du parlement bourgeois pour en faire une tribune révolutionnaire, d'autant plus que la période de reflux du mouvement ouvrier avait

déjà commencé. La réussite la plus importante de ce Bloc Mineur Parlementaire consista, dans l'étape précédant les massacres de Catavi (1949), à empêcher les dirigeants syndicaux de livrer le mouvement ouvrier au gouvernement et à l'impérialisme. Grâce à la propagande du P.O.R., les ouvriers abandonnèrent tout espoir de voir réaliser leurs aspirations par le canal parlementaire et gouvernemental ; des couches considérables ouvrières ont été éduquées dans le sens que l'émancipation des travailleurs n'est possible qu'à condition de constituer leurs propres organismes de lutte. Cet anti-parlementarisme des masses joint à leur expérience et leur conviction que seul l'armement des travailleurs évitera de nouveaux massacres et assurera la victoire finale, servira à faciliter considérablement le travail futur du P.O.R.

Février 1952.